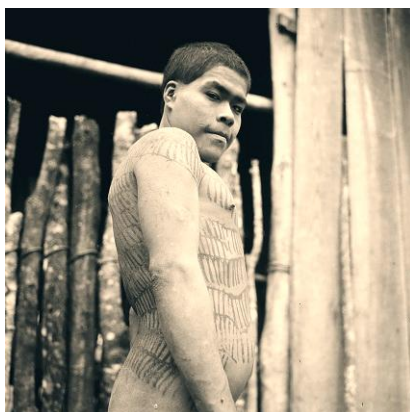


## Clastres contre Birnbaum : une polémique



■ Après la mise en ligne, en décembre 2025, du texte de Pierre Clastres – « Pouvoir et sociétés primitives »<sup>1</sup> – originellement paru dans le n° 7 (juin 1976) de la revue anarchiste *Interrogations*, il nous a semblé intéressant de revenir sur la polémique qui opposa Clastres au sociologue et politologue Pierre Birnbaum<sup>2</sup> à la suite de la parution de *La Société contre l'État*. La première raison, c'est que son adresse d'octobre 1976 à Birnbaum révèle un vrai talent de pamphlétaire ; la seconde, c'est qu'elle vise plutôt juste, surtout au vu des évolutions régressives du temps présent. Car Birnbaum, adversaire résolu de toute « conception libertaire hostile à toute forme de pouvoir entendue comme nécessairement violente, source de domination sur l'Un sur les autres »<sup>3</sup> a visiblement lu *La Société contre l'État* comme un livre dérangent ses convictions de démocrate étatiste assumé, au sens wébérien du terme. Avancer qu'il a peu compris le livre de Clastres et sa portée historique est peu dire. Passée au tamis de ses convictions durkheimiennes consensuellement démocratiques, son approche de Clastres est faussée par les intentions qu'il lui prêtait. C'est ce que cette polémique révèle, mais aussi, pour qui l'a connu ou simplement fréquenté, la perte qu'a signifiée sa disparition dans un stupide accident de voiture en 1977, soit très peu de temps après cette joute. Pierre Birnbaum, lui, est toujours vivant, et encore résolument démocrate, malgré toutes les infamies que triment l'étatisme et la démocratie dite représentative. Pour lui, ce serait confondre « autorité et violence [quand] on pourrait soutenir que la fin de l'État et son remplacement par un parti totalitaire ou un leader charismatique [incarneraient] la forme ultime de la violence »<sup>4</sup>. Au nom de quoi, ce « remplacement » serait fatal ? Pourquoi la disparition – ou le dépérissement – de la forme-État devrait-elle fatalement conduire au pire quand toutes les expériences de révolutions antiautoritaires, libertaires ou citoyennes ont prouvé – sur de courtes périodes historiques, il est vrai – tant les étatistes de tout bord ont tout fait pour les contrarier ou réprimer, que leurs projets étaient viables de vouloir en finir avec l'État en réorganisant la société politique sur la base de fédérations de communes libres, coordonnées entre elles, se prêtant mutuellement assistance et s'autogouvernant sur la base de la rotation des mandats. Du Chiapas au Rojava, et bien au-delà, c'est indéniablement cet esprit qui anime les combats les plus féconds de notre temps. Sauf à croire que l'État wébérien, qui reste la référence fétichisée de Birnbaum, pourrait être encore capable de résister à sa dérive postfasciste. Ici comme ailleurs.

Bonne lecture !

*À contretemps.*

---

<sup>1</sup> En ligne sur <https://acontretemps.org/spip.php?article1133>.

<sup>2</sup> Pierre Birnbaum, « Sur les origines de la domination politique : à propos d'Étienne de La Boétie et de Pierre Clastres », « Le retour des Lumières », *Revue française de science politique*, février 1977, XXVII, pp. 22 et 24.

<sup>3</sup> Pierre Birnbaum, « Pierre Clastres contre l'État "despote" », *Revue d'histoire des facultés de droit*, n° 14, janvier 2026.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 63.

## Le retour des Lumières

*« Je m'expliquerai : mais ce sera prendre le soin  
le plus inutile ou le plus superflu ;  
car tout ce que je vous dirai ne saurait être entendu  
que par ceux à qui l'on n'a pas besoin de le dire. »*

Jean-Jacques Rousseau

C'est bien de l'honneur qu'il me fait, Pierre Birnbaum, et je serai le dernier à me plaindre du voisinage où il me situe. Mais là n'est pas le mérite principal de son essai. Cet écrit me paraît en effet très digne d'intérêt en ce qu'il est, en quelque sorte, anonyme (comme un document ethnographique) : je veux dire qu'un tel travail est absolument illustratif d'une manière, très répandue, dans ce que l'on appelle les sciences sociales, d'aborder (de ne pas aborder) la question du politique, c'est-à-dire la question de la société. Plutôt donc qu'à en dégager les aspects comiques, et sans trop m'attarder devant la conjonction, apparemment inévitable chez certains, entre l'assurance dans le ton et le flou dans les idées, je tenterai de cerner peu à peu le lieu « théorique » à partir duquel Pierre Birnbaum a produit son texte.

Non sans corriger au préalable certaines erreurs et combler quelques lacunes. Il paraît, d'après l'auteur, que j'invite mes contemporains « à envier le sort des sauvages ». Candeur ou roublardise ? Pas plus que l'astronome n'engage autrui à envier le sort des astres, je ne milite en faveur du monde des sauvages. Birnbaum me confond avec les promoteurs d'une entreprise dont je ne suis pas actionnaire (Robert Jaulin et ses acolytes). Birnbaum ne sait donc pas repérer les différences ? Analyste d'un certain type de société, je tente de dévoiler des modes de fonctionnement et non d'élaborer des programmes : je me contente de décrire les sauvages, mais peut-être est-ce lui qui les trouve bons ? Passons donc sur ces futiles et très peu innocents bavardages sur le retour du bon sauvage. D'autre part, les références constantes de Birnbaum à mon livre sur les Guayaki me laissent un peu perplexe : imaginerait-il par hasard que cette tribu constitue mon seul point d'appui ethnographique ? Auquel cas il laisse apparaître dans son information une inquiétante lacune. Ma présentation des faits ethnographiques concernant la chefferie indienne n'est pas du tout nouvelle : elle traîne, jusqu'à la monotonie, dans les écrits de tous les voyageurs, missionnaires, chroniqueurs, ethnographes qui, depuis le début du XVI<sup>e</sup> siècle, se succèdent au Nouveau Monde. Ce n'est pas moi qui, de ce point de vue, ai découvert l'Amérique. J'ajouterai également que mon travail est bien plus ambitieux encore que ne le croit Birnbaum : ce n'est pas seulement sur les sociétés primitives américaines que je tente de réfléchir, mais sur la société primitive en général, en tant qu'elle rassemble sous son concept toutes les sociétés primitives particulières. Apportés ces divers éclaircissements, venons-en maintenant aux choses sérieuses.

Avec une rare clairvoyance, Birnbaum inaugure son texte d'une erreur qui augure mal de la suite : « On s'est depuis toujours, écrit-il, interrogé sur les origines de la domination politique... » C'est exactement le contraire : on ne s'est jamais interrogé sur la question de l'origine, car, dès son antiquité

grecque, la pensée occidentale a toujours saisi la division sociale en dominants et dominés comme immanente à la société en tant que telle. Appréhendée comme une structure ontologique de la société, comme l'état naturel de l'être social, la division en maîtres et sujets a constamment été pensée comme appartenant à l'essence de toute société réelle ou possible. Il ne saurait donc y avoir, dans cette visée du social, aucune origine à la domination politique puisqu'elle est consubstantielle à la société humaine, puisqu'elle est une donnée immédiate de la société. D'où la grande stupéfaction des premiers observateurs des sociétés primitives : sociétés sans division, chefs sans pouvoir, gens « sans foi, sans loi, sans roi ». Quel discours les Européens pouvaient-ils dès lors tenir sur les sauvages ? Ou bien mettre en question leur conviction que la société ne peut pas se penser sans la division, et admettre du même coup que les peuples primitifs constituaient des sociétés au sens plein du terme ; ou bien décider qu'un groupement non divisé, où les chefs ne commandent pas et où personne n'obéit, ne peut pas être une société : donc les sauvages sont vraiment sauvages, et il convient de les civiliser, de les « policer ». Voie théorique et pratique en laquelle, unanimement, ne manquèrent pas de s'engager les Occidentaux du XVI<sup>e</sup> siècle. À une exception près, cependant : celle de Montaigne et de La Boétie, le premier peut-être sous l'influence du second. Eux, et eux seuls, pensèrent à contre-courant, ce qui, bien sûr, a échappé à Birnbaum. Il n'est certes ni le premier, ni le dernier à pédaler dans le contresens ; mais La Boétie n'ayant pas besoin de moi pour se défendre, je voudrais revenir à l'intention qui anime Birnbaum.

Où veut-il en venir ? Son but (sinon son cheminement) est parfaitement clair. Il s'agit pour lui d'établir que « la société contre l'État se présente... comme une société de contrainte totale ». En d'autres termes, si la société primitive ignore la division sociale, c'est au prix d'une aliénation bien plus effroyable, celle qui soumet la communauté au système écrasant des normes auxquelles il n'est permis à personne de rien changer. Le « contrôle social » s'y exerce de manière absolue : ce n'est plus la société contre l'État, c'est la société contre l'individu. Ingénuement Birnbaum nous explique pourquoi il en sait si long sur la société primitive : il a lu Durkheim. Lecteur confiant, aucun doute ne l'effleure : l'opinion de Durkheim sur la société primitive, c'est vraiment la vérité de la société primitive. Passons. Il en résulte donc que la société des sauvages se distingue, non par la liberté individuelle des hommes, mais par « la prééminence de la pensée mystique et religieuse qui symbolise l'adoration du tout ». Birnbaum a manqué là l'occasion d'une formule-choc : je la lui fournis. Il pense, mais sans parvenir à l'exprimer, que le mythe, c'est l'opium du sauvage. Humaniste et progressiste, Birnbaum souhaite naturellement la libération des sauvages : il faut les désintoxiquer (il faut les civiliser). Tout cela est plutôt risible. Birnbaum, en effet, ne se rend pas du tout compte que son athéisme de banlieue, solidement enraciné dans un scientisme déjà démodé à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, rejoint tout droit, pour les justifier, le discours le plus épais des entreprises missionnaires et la pratique la plus brutale du colonialisme. Il n'y a pas de quoi être fier.

Envisageant, par ailleurs, la question du rapport entre société et chefferie, Birnbaum appelle à la rescousse un autre éminent spécialiste des sociétés primi-tives, J.-W. Lapierre, dont il fait sienne l'opinion : « Le chef... a le monopole de l'usage de la parole légitime et... nul ne peut prendre la parole pour s'opposer à celle du chef sans commettre un sacrilège condamné par l'opinion publique, unanime. » Voilà au moins qui est parler clair. Mais il est bien péremptoire, le professeur Lapierre. Et d'où est-il si savant ? Dans quel livre a-t-il lu cela ? Prend-il bien la mesure du concept sociologique de légitimité ? Ainsi, les chefs dont il parle détiennent le monopole de la parole légitime ? Et que dit-elle cette parole légitime ? On serait bien curieux de le savoir. Ainsi, nul ne pourrait, « sans com-mettre un sacrilège », s'opposer à cette parole ? Mais ce sont alors des monarques absolus, des Attilas ou des Pharaons ! On perd dès lors son temps à réfléchir sur la légitimité de leur parole : car s'ils sont seuls à parler, c'est qu'ils commandent ; s'ils commandent, c'est qu'ils détiennent le pouvoir politique ; s'ils détiennent le pouvoir politique, c'est que la société est divisée en maîtres et sujets. Hors du sujet : je m'intéresse, pour l'instant, aux sociétés primitives et non aux despotismes archaïques. J.-W. Lapierre et Pierre Birnbaum devraient, pour faire l'économie d'une légère contradiction, choisir : ou bien la société primitive subit « la contrainte totale » de ses normes, ou bien elle est dominée par la « parole légitime du chef ». Laissons donc méditer le professeur et revenons à l'élève qui, c'est visible, a besoin d'explications supplémentaires, si brèves soient-elles.

Qu'est-ce qu'une société primitive ? C'est une société non divisée, homogène, telle que si elle ignore la différence entre riches et pauvres, *a fortiori* l'opposition entre exploités et exploités en est absente. Mais là n'est pas l'essentiel. En elle est absente surtout la division politique entre dominants et dominés : les « chefs » ne sont pas là pour commander, personne n'est destiné à obéir, le pouvoir n'est pas séparé de la société qui, comme totalité une, en est le détenteur exclusif. J'ai, à maintes reprises – et, semble-t-il, ce n'est pas encore assez – écrit<sup>5</sup> que le pouvoir n'existe que dans son exercice : un pouvoir qui ne s'exerce pas n'est en effet rien. Que fait donc la société primitive du pouvoir qu'elle détient ? Elle l'exerce, bien entendu, et d'abord sur le chef, pour l'empêcher précisément de réaliser un éventuel désir de pouvoir, pour l'empêcher de faire le chef. Plus généralement, la société exerce son pouvoir en vue de le conserver, en vue d'empêcher la séparation de ce pouvoir, en vue de conjurer l'irruption de la division dans le corps social, la division entre maîtres et sujets. En d'autres termes, l'exercice du pouvoir par la société en vue d'assurer la conservation de son être indivisé met en rapport l'être social avec lui-même. Quel troisième terme établit cette mise en rapport ? C'est justement ce qui cause tant de souci à Birnbaum-Durkheim, c'est le monde du mythe et des rites, c'est la dimension du religieux. L'être social primitif est en rapport avec lui-même par la médiation de la religion. Birnbaum ignore-t-il qu'il n'est de société que sous le signe de la Loi ? C'est probable. La religion assure ainsi le rapport de la société à sa Loi,

---

<sup>5</sup> Cf., par exemple, « La question du pouvoir dans les sociétés primitives » in: *Interrogations revue internationale de recherche anarchiste*, juin 1976, pp. 3-9. Cf. aussi ma préface au livre de Sahlins, *Âge de pierre, âge d'abondance*, Gallimard, 1976.

c'est-à-dire à l'ensemble des normes qui règlent les rapports sociaux. D'où vient la Loi ? Quelle est la terre natale de la Loi comme fondement légitime de la société ? C'est le temps d'avant la société, le temps mythique, c'est, à la fois immédiat et infiniment lointain, l'espace des Ancêtres, des héros culturels, des dieux. C'est là que s'institua la société comme corps indivisé, ce sont eux qui édictèrent la Loi comme système de ses normes, cette Loi que la religion a pour mission de transmettre et de faire éternellement respecter. Qu'est-ce à dire ? C'est que la société trouve son fondement à l'extérieur d'elle-même, c'est qu'elle n'est pas autofondatrice d'elle-même : la fondation de la société primitive ne relève pas de la décision humaine, mais de l'action des divins. Devant cette idée, développée de façon absolument originale par Marcel Gauchet, Birnbaum se déclare surpris : comme c'est surprenant, en effet, que la religion ne soit pas de l'opium, que le fait religieux, loin d'agir comme « superstructure » sur la société soit au contraire immanent à l'être social primitif, comme c'est surprenant que cette société doive se lire comme un fait social total !

Est-ce que Birnbaum-Lapierre, apôtre un peu retardataire des Lumières, voit mieux maintenant ce qu'a de légitime la parole du chef sauvage ? Ayant toute raison d'en douter, je le lui précise. Le discours du chef est légitime à dire la tradition (et, à ce titre, il n'en a pas, bien sûr, le monopole) – respectons les normes enseignées par les Ancêtres ! Ne changeons rien à l'ordre de la Loi ! –, il est légitime à dire la Loi qui fonde à jamais la société comme un corps indivisé, la Loi qui exorcise le spectre de la division, la Loi commise à garantir la liberté des hommes contre la domination. Titulaire du poste de porte-parole de la Loi ancestrale, le chef ne peut en dire plus ; il ne peut pas, sans courir les risques les plus graves, se poser en législateur de sa propre société, substituer la loi de son désir à la Loi de la communauté. À quoi pourraient conduire, dans une société indivisée, le changement et l'innovation ? À rien d'autre qu'à la division sociale, à la domination de quelques-uns sur le reste de la société. Birnbaum peut bien, après cela, pérorer sur la nature oppressive de la société primitive ; ou encore sur ma conception organiciste de la société. Serait-ce qu'il ne comprend pas ce qu'il lit ? La métaphore de la ruche (métaphore et pas modèle) n'est pas de moi, mais des indiens Guayaki : ces irrationalistes se permettent en effet, contre toute logique, de se comparer à une ruche lorsqu'ils célèbrent la fête du miel ! Ce n'est pas à Birnbaum que ça arriverait ; lui n'est pas poète, mais un savant qui a pour lui la froide Raison. Qu'il la garde<sup>6</sup> !

À la p. 11 de son essai, Birnbaum me déclare « dans l'impossibilité de donner une explication sociologique de la naissance de l'État ». Mais voilà qu'à la p. 19, il semble que cette naissance « puisse maintenant s'expliquer par un rigoureux déterminisme démographique... ». C'est, en somme, au choix du lecteur. Quelques précisions pourront guider ce choix. Effectivement je n'ai, jusqu'à présent, jamais rien dit sur l'origine de l'État, c'est-à-dire sur l'origine de la division sociale, sur l'origine de la domination. Pourquoi ? Parce qu'il s'agit là d'une question (fondamentale) de sociologie, et non de

---

<sup>6</sup> Si Birnbaum s'intéresse aux conceptions organicistes de la société, il devrait lire Leroi-Gourhan – *Le Geste et la Parole* – ; il sera comblé. Une devinette, d'autre part : en Amérique du Sud, les Blancs se nomment eux-mêmes *racionales* [rationnels]. Par rapport à qui ?

théologie ou de philosophie de l'histoire. En d'autres termes, poser la question de l'origine relève de l'analytique du social : à quelles conditions la division sociale peut-elle surgir dans la société indivisée ? Quelle est la nature des forces sociales qui conduisirent les sauvages à accepter la division en maîtres et sujets ? Quelles sont les conditions de mort de la société primitive comme société indivisée ? Généalogie du "malencontre", recherche du clinamen social qui ne peuvent, bien sûr, se développer que dans l'interrogation de l'être social primitif : le problème de l'origine est strictement sociologique et ni Condorcet ni Hegel, ni Comte ni Engels, ni Durkheim ni Birnbaum, ne sont là-dessus d'aucun secours. Pour comprendre la division sociale, il faut partir de la société qui existait pour l'empêcher. Quant à savoir si je puis ou non articuler une réponse à la question de l'origine de l'État, je n'en sais encore trop rien, et Birnbaum encore moins. Attendons, travaillons, rien ne presse !

Deux mots maintenant à propos de ma théorie de l'origine de l'État : « Un rigoureux déterminisme démographique » explique son apparition, me fait dire Birnbaum. Ce serait un vrai soulagement si l'on pouvait, d'une seule gambade, passer de la croissance démographique à l'institution de l'État, on aurait le temps de s'occuper d'autre chose. Malheureusement, les choses ne sont pas aussi simples. Substituer un matérialisme démographique au matérialisme économique ? La pyramide n'en resterait pas moins posée sur sa pointe. Ce qui, en revanche, est certain, c'est qu'ethnologues, historiens et démographes ont pendant très longtemps partagé une certitude fautive : à savoir que la population des sociétés primitives était forcément faible, stable, inerte. Des recherches récentes démontrent le contraire : la démographie primitive évolue et, le plus souvent, dans le sens de la croissance. J'ai, pour ma part, tenté de montrer que, dans certaines conditions, le démographique ne peut pas rester sans effets sur le sociologique, et que ce paramètre-là doit, à l'égal des autres (pas plus, mais pas moins), être pris en compte si l'on veut déterminer les conditions de possibilité du changement dans la société primitive. De là à une déduction de l'État...

Comme tout le monde, Birnbaum accueillait placidement ce qu'enseignait l'ethnologie : les sociétés primitives sont les sociétés sans État – sans organe séparé de pouvoir politique. Fort bien. Prenant au sérieux, d'une part, les sociétés primitives et, d'autre part, le discours ethnologique sur ces sociétés, je me demande pourquoi elles sont sans État, pourquoi le pouvoir n'y est pas séparé du corps social. Et il m'apparaît peu à peu que cette non-séparation du pouvoir, que cette non-division de l'être social tiennent non point à un état foetal ou embryonnaire des sociétés primitives, non point à un inachèvement ou à une incomplétude, mais se rapportent à un acte sociologique, à une institution de la socialité comme refus de la division, comme refus de la domination : si les sociétés primitives sont sans État, c'est parce qu'elles sont contre l'État. Birnbaum, du coup, et bien d'autres avec lui, ne l'entendent plus de cette oreille. Ça les dérange. Ils veulent bien du sans-État, mais du contre-l'Etat, halte-là ! C'est un tollé. Et Marx alors ? Et Durkheim ? Et nous ? On ne peut donc plus digérer tranquillement ? Nous ne pourrions plus continuer à raconter nos petites histoires ? Ah non ! Ça ne

se passera pas comme ça ! Bref. Il y a là un cas intéressant de ce que la psychanalyse nomme résistance. On voit très bien à quoi résistent tous ces docteurs, et que la thérapeutique sera de longue haleine.

Il est à craindre que les lecteurs de Birnbaum ne se fatiguent d'avoir sans cesse à choisir. En effet, l'auteur parle – p. 11 – de mon « volontarisme qui écarte toute explication structurelle de l'État », pour constater – p. 20 – que j'abandonne « la dimension volontariste qui anime le *Discours* de La Boétie... ». Peu habitué, semble-t-il, à penser logiquement, Birnbaum confond deux plans distincts de réflexion : un plan théorique et un plan pratique. Le premier s'articule autour d'une question historique et sociologique : quelle est l'origine de la domination ? Le second renvoie à une question politique : que devons-nous faire pour abolir la domination ? Ce n'est pas ici le lieu d'aborder ce dernier point. Revenons donc au premier. Il me semble que Birnbaum n'a tout simplement pas lu mon bref essai sur La Boétie : rien, bien sûr, ne l'y oblige, mais pourquoi diable prendre alors la plume pour écrire à propos de choses dont il n'a pas la moindre idée ? Je me citerai donc, quant au caractère volontaire de la servitude et à l'enjeu proprement anthropologique du *Discours* de La Boétie : « Et de n'être pas délibérée, cette volonté recouvre dès lors sa véritable identité : elle est le désir » (p. 237). Un élève de terminale sait déjà tout cela : que le désir renvoie à l'inconscient, que le désir social renvoie à l'inconscient social et que la vie socio-politique ne se déploie pas seulement dans la comptabilité des volontés consciemment exprimées. Pour Birnbaum, dont les conceptions psychologiques doivent dater du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la catégorie de désir, c'est sans doute le « porno », tandis que la volonté, ce serait la Raison. Je tente, pour ma part, de cerner le champ du désir comme espace du politique, d'établir que le désir de pouvoir ne peut pas se réaliser sans le désir inverse et symétrique de soumission ; j'essaie de montrer que la société primitive est le lieu de répression de ce double mauvais désir, et je me demande : à quelles conditions ce désir est-il plus puissant que sa répression ? Pourquoi la communauté des égaux se partage-t-elle en maîtres et sujets ? Comment le respect de la Loi put-il céder à l'amour de l'Un ?

N'approchons-nous pas de la vérité ? Il le semble. L'analyste ultime de tout cela, ne serait-ce point la question de ce que l'on appelle le marxisme ? Il est exact que j'ai utilisé, pour décrire l'anthropologie qui s'en réclame, l'expression (qui paraît peiner Birnbaum) de « marécage marxiste ». C'était dans un moment d'excessive bienveillance. L'étude et l'analyse de la pensée de Karl Marx, c'est une chose, l'examen de tout ce qui s'affirme « marxiste » en est une autre. En ce qui concerne le « marxisme » anthropologique – l'anthropologie marxiste –, une évidence commence (lentement) à se faire jour : ladite « anthropologie » se constitue au travers d'une double imposture. Imposture, d'une part, dans son affirmation effrontée d'un quelconque rapport à la lettre et à l'esprit de la pensée marxienne ; imposture, d'autre part, dans son fanatique projet de dire « scientifiquement » l'être social de la société primitive. Ils s'en moquent bien, les « anthropologues marxistes », des sociétés primitives ! Elles n'existent même pas pour ces théologiens obscurantistes qui ne savent parler que de sociétés « précapitalistes ». Rien fors le

saint Dogme ! La Doctrine avant tout ! Avant, surtout, la réalité de l'être social.

Les sciences sociales (et notamment l'ethnologie) sont actuellement, on le sait, le théâtre d'une puissante tentative d'investissement idéologique. Marxisation ! glapit une droite qui, finaude comme de coutume, a depuis longtemps perdu l'habitude de comprendre. Mais Marx, à ce qu'il me semble, n'a pas grand-chose à voir avec cette cuisine-là. Il voyait, quant à lui, un peu plus loin que le nez d'Engels, il les voyait venir de loin les « marxistes » en béton armé. Leur idéologie de combat, sombre, élémentaire, dominatrice – ça ne lui parle pas à Birnbaum, la domination ? –, on la reconnaît sous ses masques interchangeableables qui ont nom léninisme, stalinisme, maoïsme (ils ont l'air fin, depuis quelque temps, ses partisans !) : c'est cette idéologie de conquête du pouvoir total – ça ne lui dit rien à Birnbaum, le pouvoir ? –, c'est cette idéologie de granit, dure à détruire, que Claude Lefort a commencé à perforer<sup>7</sup>. Ne serait-ce pas là, au bout du compte, le lieu à partir duquel Birnbaum tente de parler – le marécage où il a l'air d'avoir envie de barboter ? Ça ne serait pas à cette entreprise-là qu'il veut apporter sa modeste contribution ? Et il ne craint pas, après cela, de me parler de liberté, de pensée, de pensée de la liberté. Il n'a pas froid aux yeux.

Quant à ses espiègleries à propos de mon pessimisme, des textes comme le sien ne sont sûrement pas de nature à me rendre optimiste. Mais je peux assurer Birnbaum d'une chose : je ne suis pas défaitiste.

**Pierre CLASTRES**

octobre 1976.



### **RÉPONSE DE PIERRE BIRNBAUM**

*À poser des questions, on s'expose aux sarcasmes. Qu'il soit pourtant permis à un « athée de banlieue », à un « apôtre un peu retardataire des Lumières » de garder raison devant le déferlement actuel d'irrationalisme que provoquent de nouveaux gourous en mal de religiosité.*

*Comment Clastres peut-il affirmer que mon texte néglige « la question du politique » alors qu'explicitement il constitue tout entier, à travers la critique d'une société de contrainte absolue, telle que celle des indiens Guayaki, un plaidoyer en faveur d'une autodétermination qui ne peut s'effectuer qu'avec le concours de la raison ? Clastres voit tour à tour dans mon article un « écrit anonyme », une réflexion anachronique qui se contente de prolonger celle de Durkheim, voire même un texte qui « parlerait » au nom d'un marxisme mâtiné de terreur stalinienne. Disons en passant qu'il est surprenant de se faire traiter de stalinien parce qu'on a eu le malheur de s'inquiéter de l'aspect totalitaire que semblait revêtir une société. Pourquoi cette série de travestis et d'où lui viennent ces amalgames d'une autre époque ?*

---

<sup>7</sup> Cf. Claude Lefort, *Un homme en trop. Réflexions sur L'Archipel du Goulag*, Paris, Le Seuil, 1976.

*Clastres refuse de voir le « lieu » d'où je tente de parler. Il se satisfait quant à lui de cette contrainte absolue qui règne chez les Guayaki et dont il cite lui-même un grand nombre de redoutables exemples. Il faudrait, parce que ces Indiens ignorent l'État et qu'ils font tout pour en empêcher la naissance, considérer comme légitime la coercition qui pèse sur eux. Clastres reconnaît explicitement qu'aucune liberté ne leur est accordée par rapport aux normes collectives, que jamais ils n'ont la possibilité de prendre des distances, de critiquer, de raisonner, et que la société exerce donc « un pouvoir absolu » qui interdit toute « autonomie »<sup>8</sup>.*

*Clastres accepte sans peine que les Guayakis soient totalement privés de ce que Gauchet appelle une « autogestion théorique », notion que les révoltés du Goulag semblent, d'après Soljenitsyne cité par Lefort, retrouver spontanément lorsqu'ils tentent de mettre un terme à leur servitude<sup>9</sup>.*

*Mais le « retour des Lumières » doit au contraire nous faire refuser qu'il n'y ait, comme le dit Pierre Clastres, « de société que sous le signe d'une Loi "élaborée" à l'extérieur d'elle-même ». Si, comme Clastres le répète avec insistance, la société « n'est pas autofondatrice d'elle-même », si c'est la religion qui fait « éternellement respecter » cette Loi que les hommes se voient imposer, que devient la liberté, comment peut se manifester la résistance à la servitude ? D'autant plus que, dans la perspective de Clastres, cette dernière se fonde sur les « désirs » respectifs des maîtres et des esclaves, « désir » auquel il ne donne aucune origine sociale, alors que La Boétie, lui, mettait bien en lumière les processus par lesquels la société en venait à organiser la servitude dont il estimait, malgré tout, que les hommes pourraient parvenir à se libérer. Refuser le caractère inné du désir de servitude n'a pas grand-chose à voir avec la « pornographie ». Voilà d'ailleurs une société où Clastres avoue lui-même n'avoir jamais entendu « le moindre soupir d'abandon ». Ce « poète », qui sait se prémunir contre les « froideurs » de la raison, s'accommode fort bien de cette situation.*

*En acceptant que la société ne trouve pas en elle-même son propre fondement, Clastres ne peut cacher son adhésion au courant de pensée qui se réclame du traditionalisme. Et pourquoi accepte-t-il si aisément le « bon sens » des sauvages qui se comparent eux-mêmes spontanément aux abeilles d'une ruche ? Pourquoi ne voit-il pas là l'illustration d'une pensée organiciste qui sert de « formule politique » à une société de contrainte ? D'ailleurs, Clastres n'ose pas dire que ces sauvages n'ont aucune possibilité de s'épanouir pour devenir de véritables « hommes riches ».*

*Enfin, puisqu'il faut en revenir là, Clastres ne répond à aucune des questions qu'on a soulevées. Il ne s'explique nulle part sur son utilisation uniforme des concepts de pouvoir, d'autorité et de force (voir, par exemple, La Société*

---

<sup>8</sup> Pierre Clastres, *La Société contre l'État*, op. cit., p. 180. Il serait intéressant de comparer de manière systématique *La Société contre l'État* et *Tristes Tropiques*. Lévi-Strauss montre lui aussi que chez les Nambikwaras, le chef ne peut utiliser la contrainte, mais son pouvoir n'en est pas moins réel alors qu'il demeure inexistant, dans les périodes normales, chez les Guayakis. De plus, il trouve son fondement dans le consentement des Indiens, concept que Clastres n'utilise jamais et sur lequel Lévi-Strauss insiste à plusieurs reprises en montrant que les philosophes du XVIII<sup>e</sup> siècle, et en particulier Rousseau, utilisaient eux aussi pour fonder la légitimité une société rationnelle. Voir *Tristes Tropiques*, Paris, Union générale édition, 10/18, 1955, pp. 276-282.

<sup>9</sup> Claude Lefort, op. cit., p. 236.

contre l'État, pp. 174-176) ; il ne semble pas voir qu'un pouvoir demeure d'autant plus redoutable qu'il n'a même pas besoin de s'exercer. Il ne veut pas imaginer que le pouvoir propre à l'État puisse ne pas se ramener seulement à celui dont peut bénéficier une classe sociale. Clastres ne précise pas non plus comment il entend « remettre Durkheim sur ses pieds » alors qu'il accorde, par ailleurs, une importance décisive, dans la transformation des sociétés primitives, à la croissance démographique qui les mènerait vers l'État. Enfin, il ne justifie pas davantage le silence qu'il observe sur la structure économique de la société des Guayakis, comme il refuse de s'interroger sur la profonde et très contraignante division des rôles qui rend seule possible son fonctionnement.

En préférant manier l'ironie et la dérision plutôt que d'accepter de tenir compte de ces quelques interrogations, Pierre Clastres rompt le dialogue et se cantonne malheureusement dans les procès d'intention.

**Pierre BIRNBAUM**

– À contretemps / Odradek / avril 2026 –  
[<http://acontretemps.org/spip.php?article1162>]



**AC**